

DROGUES et SOCIÉTÉ

BILAN 2006

Drogues et Société

Service administratif
tél 33(0)1 48 99 65 26
fax 33(0)1 42 07 37 53

epice
tél 33(0)1 48 99 22 14
33(0)1 48 99 57 44
fax 33(0)1 48 99 29 96

42, rue Saint-Simon
94000 Créteil

iap
33(0)1 43 53 04 36
33(0)1 43 53 04 87
31 cours des Juilliottes
94700 Maisons-Alfort

Sommaire

INTRODUCTION	2
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL, SOINS ET INSERTION	3
Public	4
Caractéristiques socio-économiques	4
Caractéristiques sanitaires	12
Réponses apportées	20
CONSTRUCTION DE NOUVEAUX PARCOURS D'INSERTION DE PUBLICS TOXICODÉPENDANTS SUBSTITUES	21
LE POLE PREVENTION IAP	24
Information, prévention	25
Consultation-conseil	29
Groupe de travail : Suivi et soutien de publics jeunes surconsommateurs de cannabis	35
Accompagnement de projets	42
SENSIBILISATION ET FORMATION D'ACTEURS DE PROXIMITE EN PREVENTION DES CONDUITES ADDICTIVES ET CONDUITES A RISQUES	44
Jeunes animateurs sportifs, "bafasiens" et médiateurs	44
Séminaires et ateliers de sensibilisation	45
Formation d'animateurs en prévention des conduites addictives et conduites à risques	49
Sensibilisation et information	51
Programme européen Equal	53

Introduction

Les actions conduites en 2006 ont concerné :

- ⇒ l'accompagnement social et les soins de publics toxicodépendants,
- ⇒ l'aide à l'insertion à partir du dispositif "les étapes vers l'emploi",
- ⇒ l'information en milieu scolaire et en équipement socioculturel ou autre du pôle prévention IAP,
- ⇒ la consultation conseil,
- ⇒ la mise en place d'un groupe de travail autour des pratiques institutionnelles face à la surconsommation de psychotropes et les réponses à construire pour prévenir l'exclusion de jeunes en situation à risque,
- ⇒ l'accompagnement de projets : Conseil des adolescents de Créteil, Association Madbox d'Alfortville,
- ⇒ la sensibilisation, l'information et la formation tant en direction de professionnels de proximité (animateurs, éducateurs) dans une perspective de construction de nouveaux partenariats, que de publics, dans une perspective de prévention par les pairs (jeunes en situation de TIG).

Nous remercions vivement l'ensemble de nos partenaires :

Arts, Cinéma et Enseignement, Espoir, Ateliers sans frontières, Ecole Normale Sociale, Etablissements scolaires, Faire, Infop-CEMEA, les Missions locales de Créteil et Maisons-Alfort, la Mission ville de Créteil, l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort, le Plan local d'insertion par l'économique, Pluriels 94, le Programme départemental d'insertion du Conseil général 94, la Protection Judiciaire de la Jeunesse 94, les Régies de quartier de Créteil et Limeil-Brévannes, les Services instructeurs du RMI, le Service Pénitentiaire d'insertion et de probation 94, Tanagra ...

Ainsi évidemment que

La Communauté d'agglomération de la Plaine centrale du Val-de-Marne, le Conseil Général 94, la DDASS 94, la DDJS 94, la Préfecture du Val-de-Marne, la CRAMIF, la DRJS-IdF, la DRASSIF et le FSE. Plusieurs des actions présentées dans ce rapport ont été renforcées par leur inscription dans le cadre du programme Equal pour la lutte contre les discriminations et les inégalités pour une meilleure cohésion sociale.

Accompagnement social, soins et insertion

Public

Caractéristiques socio-économiques

<i>Sexe</i>	
Masculin	248
Féminin	49
Total	297

Ces chiffres sont ceux habituellement observés par la plupart des centres de soins.

<i>Âge</i>	
< de 18 ans	03
de 18 à 24 ans	26
de 25 à 29 ans	42
de 30 à 39 ans	124
de 40 à 49 ans	91
50 ans et +	11
Total	297

La population de 30 à 39 ans est en augmentation en raison de l'accueil de publics orientés par le Centre Emmaüs, ce qui produit un net « vieillissement » de notre population.

<i>Origine géographique de la demande</i>	
Département : Alfortville	27
Département : Bonneuil-sur-Marne	10
Département : Champigny	9
Département : Créteil	111
Département : Limeil-Brévannes	6
Département : Maisons-Alfort	46
Département : Saint Maur	6
Département : Autres communes	65
Région : 75	4
Région : 77	2
Région : 78	1
Région : 91	5
Région : 92	0
Région : 93	1
Région : 95	0
Hors Région :	4
Total :	297

Les communes avec lesquelles nous avons établi de forts partenariats sont davantage représentées ici.

<i>Nationalité</i>	
Française	228
Etrangère C.E.E.	11
Etrangère hors C.E.E.	48
Non précisé	10
Total	297

<i>Couverture sociale</i>	
Régime général (SS)	74
SS + mutuelle	35
SS à 100 %	52
Assurance perso	0
C.M.U. + Complémentaire	117
SS Tiers	13
Aucune	0
Ne se prononce pas	0
Non évoqué	6
Total	297

<i>Principales ressources</i>	
Salaire	88
ASSEDIC	21
RMI	86
A.A.H.	48
A la charge d'un tiers	26
Autres	19
Sans information	09
Non précisé	0
Total	297

<i>Situation professionnelle</i>	
Emploi stable, CDI	56
CDD, Intérim	23
Stage, CES, CEC	20
Travail indépendant, libéral	6
Chômeur déjà travaillé	85
Chômeur jamais travaillé	20
Stage non rémunéré	9
Elève, étudiant	8
Autre inactif	49
Ne sait pas	8
Non précisé	13
Total	297

Plus de 30% de la file active exerce ou a exercé au cours de l'année précédente une activité salariée. Ce qui traduit une meilleure insertion des publics toxicodépendants, liée selon nos observations, à des traitements mieux stabilisés et, en conséquence, à une meilleure insertion sociale. Néanmoins, nous devons maintenir une activité d'aide à la formation afin de permettre aux plus exclus (bénéficiaires du RMI et de l'AAH en particulier ou sans ressources personnelles) d'accéder à un emploi et/ou de reconstruire un projet de vie.

<i>Niveau d'études</i>	
Primaire	18
Secondaire 1er cycle (BEPC)	76
Technique (CAP)	75
Secondaire 2ème cycle	33
Technique (BEP)	27
Baccalauréat général	16
Baccalauréat technique	8
Etudes supérieures (Bac+3 ou +)	4
Non évoqué	13
Non précisé	27
Total	297

Le dispositif "Les Etapes vers l'Emploi", mis en place dans le cadre du PDI et inscrit dans le programme européen Equal, a permis en 2006 de prendre en charge 19 personnes dont 7 sont actuellement en situation d'emploi (voir rapport suivant).

<i>Personnes avec enfants</i>	
OUI	89
NON	190
Non précisé	18
Total	297

<i>Personnes avec enfants à charge</i>	
OUI	60
NON	217
Non précisé	20
Total	297

Le nombre de personnes avec enfants est en augmentation depuis quelques années ainsi que le nombre d'enfants à charge (et non confiés à un tiers ou placés). Cela implique pour notre équipe un accompagnement attentif aux problèmes familiaux et une collaboration avec différents services (PMI, établissements scolaires, CMPP...).

Une fête de Noël est organisée chaque année. Elle a rassemblé 32 enfants et leurs parents en Décembre 2006.

<i>Situation matrimoniale</i>	
Célibataire	161
Union libre	66
Marié(e)	30
Séparé(e)	21
Divorcé(e)	9
PACS	0
Veuf(veuve)	0
Non précisé	10
Total	297

<i>Logement</i>	
Stable indépendant	182
Stable famille	
Stable autre	
Précaire Famille	
Précaire Foyer/Hôtel/CHRS	57
Précaire Appart. Thérapeutique-Relais	
Précaire autre	
Sans domicile	15
Sans information	43
Non évoqué	
Total	297

Ces chiffres traduisent également une meilleure insertion sociale d'une partie de la population suivie.

Néanmoins le nombre de personnes en situation précaire de logement s'avère très préoccupant, ce qui implique encore un travail considérable dans un contexte social peu favorable à l'accès au logement de personnes en difficulté, particulièrement lorsqu'elles ont des troubles du comportement, voire des pathologies psychiatriques.

<i>Entourage</i>	
Vit seul	106
Vit avec ses parents	44
Vit seul(e) avec enfant(s)	7
Vit avec un conjoint seulement	48
Vit avec conjoint et enfant(s)	42
Vit avec des amis	6
Autre	12
Ne sait pas	5
Non précisé	27
Total	297

<i>Origine de la demande</i>	
Patient lui-même	139
Famille/Amis	
CSST	
Médecin généraliste, spécialiste	24
Hôpital	08
Service social	46
Obligations de soins	37
Autre mesure judiciaire	
Milieu scolaire/Universitaire	04
Autres cas	
Ne sait pas	39
Non précisé	
Total	297

<i>Type de demande</i>	
Sevrage	29
Substitution	152
Soutien psychologique	102
Soutien socio-éducatif	81
Soutien matériel	24
Hébergement individuel	34
Hébergement collectif	6
Hébergement ponctuel	3
Accompagnement administratif	42
Autre	10
Total	483

Caractéristiques sanitaires

<i>Suivi spécialisé antérieur</i>	
OUI	81
NON	182
Non évoqué	13
Non précisé	21
Total	297

Une grande partie de notre public n'a pas été antérieurement suivie par d'autres services spécialisés.

<i>Tranche d'âge début toxicomanie</i>	
moins de 18 ans	3
de 18 à 24 ans	26
de 25 à 29 ans	42
de 30 à 34 ans	40
de 35 à 39 ans	84
de 40 à 44 ans	51
de 45 à 49 ans	40
50 ans et plus	11
Total	297

Nous recevons une importante population des jeunes poly-consommateurs et une réapparition de l'héroïne en injection.

<i>Produit consommé actuellement</i>	
Pas de produit	60
Héroïne	72
Morphine, Opium	8
Dérivé de codéine	6
Subutex® hors prescription	7
Méthadone hors prescription	5
Cocaïne	46
Crack	10
Amphétamines	1
Ecstasy	0
Antidépresseurs	1
Barbituriques	2
Benzodiazépines	13
Cannabis	23
LSD et autres disléptiques	0
Alcool	28
Ne sait pas	0
Non évoqué	3
Non précisé	12
Total	297

La réapparition de l'héroïne, même si la consommation n'est pas quotidienne, est à souligner, en particulier chez des publics jeunes poly-consommateurs.

<i>Injection intraveineuse actuelle</i>	
OUI	65
NON	202
Non évoqué	11
Non précisé	19
Total	297

Le nombre d'injecteurs, bien que très inférieur à celui que nous connaissions il y a 10 ans, reste important et concerne souvent l'usage détourné du Subutex®

<i>Abstinence actuelle</i>	
OUI	190
NON	81
Non évoqué	4
Non précisé	22
Total	297

<i>Substitution</i>	
Méthadone	99
Subutex®	32
Sulfate de morphine	6
Dicodin®	3
Total	140

<i>Utilisation du traitement</i>	
Prescription respectée	115
Usage détourné	23
Non évoqué	2
Ne sait pas	0
Total	140

Nous pouvons cependant, malgré l'usage occasionnel ou répété d'autres substances, considérer que 72 % des personnes prises en charge dans le cadre d'un traitement de substitution, respectent le traitement.

<i>Test VIH effectué</i>	
OUI	182
NON	79
Non évoqué	22
Non précisé	14
Total	297

<i>Résultat test VIH</i>	
Séropositif	43
Séronégatif	139
Total	182

Ces chiffres n'ont été recherchés que pour la population bénéficiant d'un traitement de substitution ou d'anciens injecteurs.

<i>Examen clinique si VIH</i>	
Mycose buccale	6
Autres problèmes de bouche	3
Pneumopathie	0
Surinfection bronches	4
Toxoplasmose	0
Encéphalopathie	0
Autres problèmes neurologiques	0
Problèmes oculaires	2
Diarrhée	7
Autres	9
Total	31

<i>Test hépatite C fait</i>	
OUI	158
NON	69
Non évoqué	0
Non précisé	3
Total	230

<i>Résultats Test Hépatite C</i>	
Séropositif	99
Séronégatif	57
Non précisé	2
Total	158

65 % des personnes ayant effectué un test VHC sont séropositives.

<i>Hépatite C</i>	
Traitées	12
Suivies et non traitées	56
Non suivies, non traitées	31
Non précisé	0
Total	99

Seuls les publics inscrits sur un traitement méthadone sont "systématiquement" orientés sur un dépistage. Les publics suivis par ailleurs sont incités à effectuer un dépistage, mais nous rencontrons d'importantes résistances. Par ailleurs, certaines personnes dépistées et positives refusent encore tout suivi ou traitement ou bien ne peuvent engager un traitement du fait d'une consommation abusive d'alcool. La mise en place, dans nos services, d'une consultation d'hépatologue a permis une meilleure prise en charge thérapeutique pour 28 patients.

<i>Problèmes médicaux divers</i>	
ORL	0
Pneumologie	6
Dermatologie	3
Gynécologie	4
Neurologie	0
Psychiatrie	24
Traumatologie	2
Cardiologie	0
Hépatologie	3
Gastroentérologie	6
Stomatologie	1
Thyroïde	0
Urologie	0
Autre	5
Non précisé	102
Total	156

Les pathologies hépatiques sont, après les pathologies psychiatriques, les plus fréquemment rencontrées.

<i>Hospitalisation psychiatrique antérieure</i>	
OUI	48
NON	179
Non évoqué	12
Non précisé	58
Total	297

<i>Pathologie psychiatrique avérée</i>	
OUI	36
NON	179
Non évoqué	12
Non précisé	70
Total	297

Comme évoqué précédemment, le nombre de troubles et de pathologies psychiatriques est important. Il est en augmentation, en particulier lié à de nouvelles populations jeunes.

<i>Tentative de suicide avant addiction</i>	
OUI	26
NON	176
Non évoqué	28
Non précisé	67
Total	297

<i>Tentative de suicide depuis addiction</i>	
OUI	17
NON	183
Non évoqué	50
Non précisé	47
Total	297

Ces chiffres nous semblent tout à fait importants. Ils impliqueraient une réflexion à conduire avec d'autres CSST.

<i>Suivi psychiatrique en cours</i>	
OUI	5
NON	27
Non évoqué	3
Non précisé	1
Total	36

De meilleures articulations avec le secteur psychiatrique seraient véritablement nécessaires. Nous nous y employons depuis plusieurs années.

Réponses apportées

- 260 Actes extérieurs
- 75 Accompagnements (28 parents ou proches ont souvent été suivis ainsi)
- 1462 Nuits d'hébergement en hôtel ont été réalisées pour 20 personnes
- 670 Nuits ont été réalisées avec un soutien ALT pour 3 personnes
- 21 Sevrages ont été réalisés en ambulatoire ou en hospitalisation

A partir de l'unité méthadone,

- 72 patients ont bénéficié d'un traitement méthadone ce qui a impliqué
- 4249 délivrances
- 727 autres actes infirmiers
- 512 actes médicaux

A partir des permanences médicales

- 1177 consultations ont été réalisées pour :
 - 85 patients dont 56 pour le suivi de traitements de substitution, (15 méthadone, 6 Skenan ou Moscantin, 3 Dicodin) et d'autres problèmes de santé.
 - 29 pour le suivi d'autres problèmes de santé
 - 42 consultations d'hépatologie ont été réalisées pour 28 patients

Construction de nouveaux parcours d'insertion de publics toxicodépendants substitués

En 2006,

8 stagiaires ont intégré le programme de sensibilisation et aide à l'insertion, mis en place par nos services.

Différents ateliers leur ont été proposés au cours de 25 heures hebdomadaires :

- Arts graphiques, écriture, vidéo. Ces ateliers ont été assortis de sorties culturelles (Musée du Louvre, Musée des Arts Premiers, cinéma...).

3 personnes non inscrites sur le stage ont régulièrement participé à ces ateliers et contribué à différentes productions.

L'atelier vidéo a particulièrement été investi par les stagiaires. Ils ont pu être sensibilisés à la prise de vue, la prise de son, aux techniques d'interview, à la réalisation de reportages (auprès d'Ateliers Sans Frontière, au Musée du Louvre), à la construction de scénarios.

Un **magazine vidéo** a été réalisé.

- Communication et dynamique de groupe

Cet atelier animé par un psychologue a permis de travailler sur différentes questions, dont l'estime de soi, la relation encore active aux drogues pour certains stagiaires et ce en quoi elle pouvait faire obstacle à l'évolution de capacités de communication et à l'élaboration d'un projet professionnel.

- Remise à niveau de connaissances en mathématiques et français. Acquisition de nouvelles connaissances en particulier en informatique. Ces ateliers ont été animés par l'équipe de Faire, puis à partir de décembre 2006, par l'équipe de Tanagra.

- **Elaboration d'un projet professionnel.**

L'accompagnement des stagiaires en ce sens a été réalisé dans le cadre d'une collaboration entre les différents intervenants. L'association ARCIE a constitué un lieu ressource qui a permis un soutien renforcé de 3 stagiaires.

Le **comité de suivi** mis en place avec différents partenaires (PDI, services instructeurs du RMI, SPIP, PLIE, entreprises d'insertion) a également contribué à la définition de perspectives pour les publics concernés par cette action, tant au plan de leur accompagnement social que pour leur orientation en entreprise.

L'inscription de cette action dans le cadre du **programme européen Equal**, pour l'égalité des chances face à l'emploi a permis :

- au-delà d'échanges quant à nos pratiques et celles de partenaires grecs, portugais, italiens et lituaniens,
la réalisation d'un voyage au Portugal pour **4** stagiaires. Ceux-ci ont aussi pu connaître d'autres dispositifs de soins et d'insertion. Ils ont réalisé un film vidéo au cours de leur séjour.
- au-delà des **3** personnes non inscrites en tant que stagiaires sur dispositif mais ayant pu participer à différents ateliers, **8** autres personnes ont pu bénéficier des ressources en terme de soutien à l'insertion (orientation vers Arcie, entreprises d'insertion...).



Résultats

En ce qui concerne les 8 stagiaires

- ◇ **3** sont en situation d'emploi : Ateliers Sans Frontière, Régie de Quartier, entreprise,
- ◇ **2** ont quitté le dispositif. Nous sommes à ce jour sans nouvelle de l'un d'eux, l'autre s'est installé en Corse,
- ◇ **1** est actuellement incarcéré,
- ◇ **2** sont encore inscrits sur le stage.

*En ce qui concerne les **11** autres personnes ayant bénéficié des services proposés par ce dispositif*

- ◇ **4**, dont **3** anciens stagiaires pour lesquels avait été maintenu un important accompagnement, sont à ce jour en situation d'emploi (Ateliers Sans Frontière, Régie de Quartier, Halles de Rungis et entreprise de transports).

Au total donc, 7 résultats très positifs en termes d'insertion pour 19 personnes prises en charge.

Nous soulignerons en conclusion

- l'excellent partenariat engagé avec la Régie de Quartier de Créteil et Ateliers Sans Frontière.

Au-delà des collaborations engagées pour favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des publics bénéficiaires de cette action, nous avons également pu réfléchir à la construction de réponses aux besoins en terme de prévention et de gestion de conduites à risques que les responsables de ces entreprises pouvaient repérer parmi leurs salariés,

- l'évolution d'année en année, en termes de résultats positifs, probablement due,

d'une part à une sensible modification des représentations concernant la toxicodépendance,

d'autre part, à une meilleure stabilisation au long cours des personnes inscrites sur des traitements de substitution.

Le pôle prévention IAP

Information, prévention

L'année 2006 nous a permis de :

Renforcer notre partenariat avec les établissements scolaires avec lesquels nous avons travaillé les années précédentes en :

- favorisant l'implication des enseignants lors de nos interventions (par exemple par la participation de ceux-ci lors des séances de discussion et d'information, ou/et par la préparation de questions au préalable par l'enseignant avec ses élèves). La présence de l'enseignant lors des séances a l'avantage de mieux canaliser les petites discussions en aparté qui sont la plupart du temps en rapport au sujet traité. L'enseignant peut sans difficulté demander à ses élèves de partager en groupe ce qui a été dit (les élèves partagent ainsi leurs expériences de vie). L'enseignant peut ensuite s'il le souhaite revenir sur certains thèmes évoqués lors de l'intervention pendant des heures de cours ce qui a pour effet de pérenniser les actions et favorise l'appropriation par les élèves de ce qui a été dit lors de l'intervention.
- nous rendant à plusieurs reprises dans un même établissement scolaire au cours de l'année ce qui permet de travailler plusieurs axes et de répondre de manière satisfaisante aux questions parfois nombreuses qui se sont posées lors des séances et qui restent parfois sans réponse (par faute de temps ou par souci de ne pas s'éloigner des objectifs initialement fixés).
- organisant des rencontres en direction de parents d'élèves.
- participant aux comités d'éducation à la citoyenneté.

Dynamiser notre collaboration avec nos partenaires institutionnels travaillant auprès de publics jeunes en :

- développant des actions communes avec les animateurs du bus santé du conseil général, avec des éducateurs des clubs de prévention ou encore des animateurs des centres socio culturels (rencontre de parents de jeunes fréquentant le centre Liberté de Maisons-Alfort),
- conduisant un projet visant au suivi et soutien à l'insertion de publics jeunes surconsommateurs de cannabis ou d'autres substances psychoactives en situation d'exclusion en association avec la Mission locale d'Alfortville, la PJJ, le SPIP, le club de prévention Pluriels 94, l'Education Nationale (cf projet "surconsommation" du rapport d'activité).

Développer l'implication de jeunes dans la création d'outils de prévention afin de favoriser la sensibilisation et l'appropriation de la question des conduites addictives des pairs par les pairs.

Elaboration d'une plaquette d'information « Drogues et toi t'en dis quoi ? » avec des jeunes du conseil des adolescents de Créteil.(cf accompagnement de projets du rapport d'activité).

La commission de validation de la MILDT a été rencontrée afin d'envisager la possibilité de valider cet outil et de le diffuser plus largement.

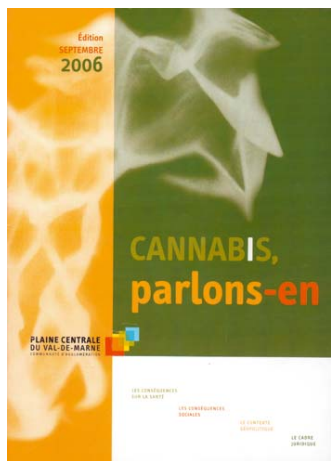
Favoriser l'appropriation par les jeunes des conséquences sanitaires et sociales de la consommation ou du trafic de produits (cannabis) lors de mesures de réparation individuelle.

A l'occasion de ces mesures de réparation individuelle des jeunes ayant commis des délits en relation à la consommation ou à la session / trafic de stupéfiants (cannabis) ont pu lors de deux demie journées dans notre centre de prévention accéder dans un premier temps à de l'information sur les risques sanitaires et sociaux d'une consommation de cannabis (conséquences à court et long terme de la consommation, rappel à la loi...) et dans un deuxième temps se positionner en tant qu'acteur de prévention notamment lors du visionnage d'un court métrage sur les conduites à risque et l'exclusion réalisé par une classe de Segpa d'Alfortville, dans l'optique de dégager un livret d'accompagnement de cet outil.

Actualiser certains outils d'information et de prévention existants.

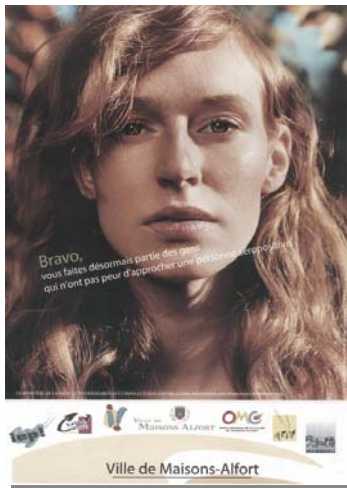
Mise à jour des données chiffrées et scientifiques de la plaquette réalisée par la Communauté d'agglomération de la Plaine centrale du Val-de-Marne et Drogues et Société "Cannabis, parlons en".

Elaboration de plusieurs documents « Les mineurs et la loi en cas d'usage et trafic de stupéfiants » « Cannabis approches juridiques au sein de l'Union Européenne » documents reprenant de manière synthétique les questions de la législation Ces documents sont avant tout destinés aux adultes et jeunes adultes travaillant auprès de publics jeunes.



Créer de nouveaux supports d'information.

Plaquette d'information VIH réalisée à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida par la ville de Maisons-Alfort et le groupe référent (Office Municipal de la Culture, IAP, Mouvement Français du Planning Familial, Pluriels 94) ainsi que les conseils d'AIDES Val-de-Marne.



Bravo,
vous faites désormais partie des gens qui n'ont pas peur de s'informer sur le **SIDA**.

150 000 personnes sont porteuses du virus en France, à titre d'exemple, la ville de Grenoble compte 150 000 habitants...

46,3 millions de personnes vivent avec le SIDA dans le monde.

Pour Maisons, la France métropolitaine compte 66,3 millions d'habitants.

60% des personnes sont contaminées suite à des rapports sexuels non protégés, soit 6 personnes sur 10 qui sont contaminées parce qu'elles n'ont pas mis de préservatif ou que celui-ci a été mal mis ou s'est cassé.

Une personne est contaminée toutes les 6 secondes dans le monde.

Le corps de la femme est 8 fois plus réceptif au virus que celui de l'homme. Certains comportements assistés et les pressions dont elles sont victimes augmentent leur vulnérabilité.

Les modes de contamination du virus :
le sang,
le sperme,
le liquide séminal,
le lait maternel,
les sécrétions vaginales.

AUCUN TRAITEMENT NE PERMET DE GUÉRIR DU SIDA !

L'amour, la confiance et la sincérité dans une relation qui débute, ne sont pas des protections contre la contamination.

Un seul moyen de se protéger : mettre un préservatif.

Le SIDA est une maladie silencieuse, vous pouvez vivre plusieurs années sans déclarer de symptômes. 43% des personnes ayant déclaré le SIDA ne savaient pas qu'elles étaient séropositives. Elles l'ont découvert lors de leur prise en charge médicale. Cela signifie que vous pouvez contaminer d'autres personnes sans le savoir ! Une grande part des contaminations est le fait de statut sérologique méconnu.

Si vous avez pris un risque, n'attendez pas, allez vous faire dépister

Source : Institut de Veille Sanitaire - septembre 2008
OMU/UNAIDS - décembre 2005
INSEE - recensement 1999

En 2006 nos actions d'information et de prévention ont concerné :

- 72 parents
- 1399 élèves de collèges et lycées
- 57 jeunes (hors consultation) dans nos locaux pour la plupart accompagnés par des professionnels
- 175 jeunes ou jeunes adultes lors de manifestations diverses

Etablissements scolaires avec lesquels nous avons travaillé en 2006

Alfortville :

- Collège Henri Barbusse
- Collège Paul Langevin
- Collège Léon Blum

Bonneuil-sur-Marne :

- Collège Paul Eluard

Créteil :

- Collège Issaurat
- Collège Louis Schweitzer
- Collège De Maillé
- Lycée Saint Exupéry
- Lycée Branly

Maisons-Alfort :

- Lycée Paul Bert
- Lycée Eugène Delacroix
- Collège Nicolas de Staël
- Collège Condorcet

Vitry-sur-Seine :

- Lycée Jean -Jacques Rousseau

Consultation-conseil

Population:

Tous publics jeunes

Entourage de consommateurs

Description de l'action:

Accueil individualisé chaque mercredi sur rendez-vous : conseil, orientation pour adolescents, jeunes adultes et entourage.

Contexte

- Les campagnes d'informations auprès du grand public augmentent les connaissances des risques liés à la consommation de produits psycho-actifs (campagnes presse, dernier plan de la MILDT, restitution de l'enquête de l'OFDT...), mais ne modifient pas les comportements.

La consommation massive de produits par les plus jeunes, particulièrement la consommation banalisée de cannabis ainsi que l'émergence de nouveaux produits reste une question préoccupante.

- La consultation-conseil constitue une opportunité complémentaire pour les jeunes ne relevant pas du CSST, nécessaire car le recours aux produits psychoactifs nous paraît affaiblir leur capacité à demander de l'aide à des professionnels (type CMP et CMPP.)

Elle est également un lieu d'accueil pour l'entourage de consommateurs à qui nous proposons une intervention de première ligne.

L'augmentation du temps de travail de la psychologue en 2006 (4h de vacations passant à un tiers-temps) a permis d'assouplir les temps de rendez-vous, les rencontres avec le partenariat et de rendre plus visible l'activité de la consultation.

Présentation

Le rôle de l'espace Consultation Conseil est d'évaluer la souffrance du sujet liée à sa consommation, de lui proposer un soutien adapté et par ce biais de le sensibiliser aux problématiques qui peuvent sous-tendre sa conduite.

La consultation est un espace d'écoute différent dont la souplesse de fonctionnement (durée, rythme...) correspond bien aux adolescents. Par la souplesse du dispositif, nous nous autorisons à être mouvants dans les propositions d'action que nous sommes susceptibles de développer.

Écouter pour créer un lien, évaluer, soutenir et/ou orienter en servant de relais.

Elle est nécessairement associée à l'information, au conseil et à l'orientation.

En pratique, le travail mis en place peut être ponctuel sous formes d'entretiens espacés ou sous forme de rencontres plus régulières d'accompagnement et de soutien. L'accès est sur rendez-vous, de préférence le mercredi après-midi et les entretiens confidentiels.

Le travail en partenariat

Education Nationale, Missions locales, clubs de prévention, services médicaux, services hospitaliers, SPIP 94, PJJ, CAE sont nos partenaires privilégiés.

La prévention de l'usage et de l'abus de drogues doit s'inscrire dans une approche globale en considérant d'autres comportements à risques et les difficultés rencontrées par les jeunes en termes d'échec scolaire, d'accès à l'emploi, de logement, en considérant également les situations d'exclusion dans lesquelles vivent de nombreux jeunes/jeunes adultes.

Cette approche partagée par nos partenaires permet de rendre compte de ce souci d'articulation entre les dimensions individuelles et sociales qui coexistent le plus souvent dans les conduites à risques. Il est question de retrouver la globalité de la situation des personnes.

Il s'en est dégagé durant l'année 2006 de manière très significative des modalités d'action associant une écoute en individuel et l'engagement d'un travail de médiation et de partenariat interprofessionnel au niveau local. (visites de structures partenaires, de lieux d'accueil, élargissement du réseau...).

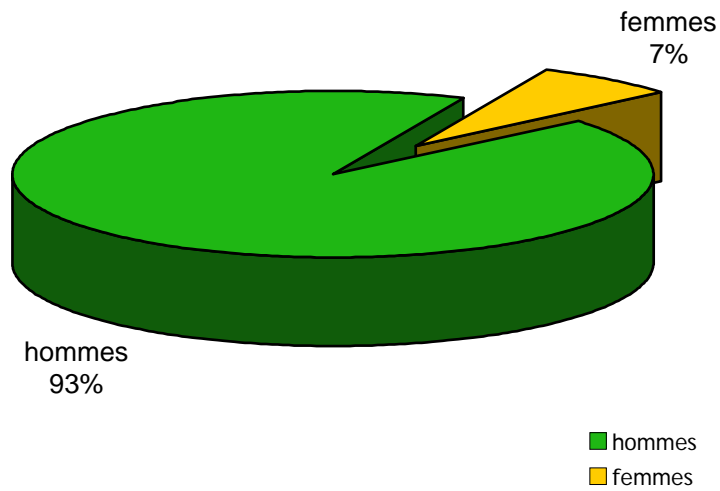
Fréquentation de la consultation-conseil

52 personnes (41 jeunes et 11 parents) ont été reçues dans le cadre de la consultation-conseil durant l'année 2006 ce qui représente une augmentation de près de 50% du nombre de consultants jeunes par rapport à l'année 2005.

Les données qui précèdent ne tiennent pas compte des accueils (entourage et jeunes) effectués par les autres membres de l'équipe tant au centre de prévention qu'au centre de soins de Créteil.

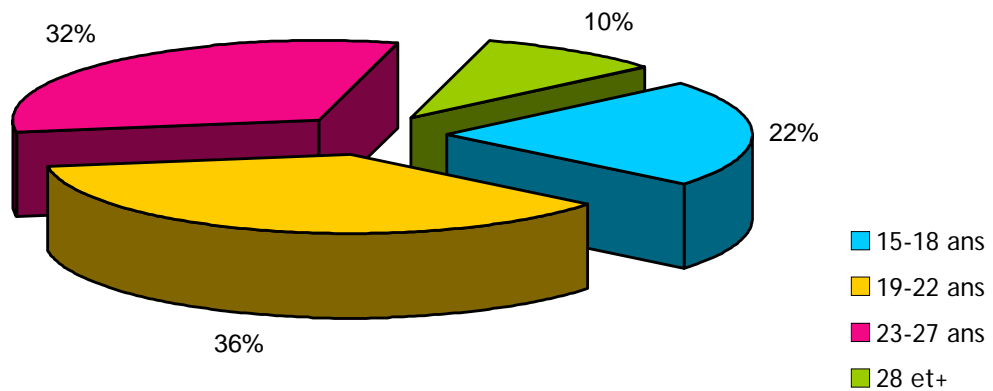
Les jeunes consommateurs

Sexe des consultants:

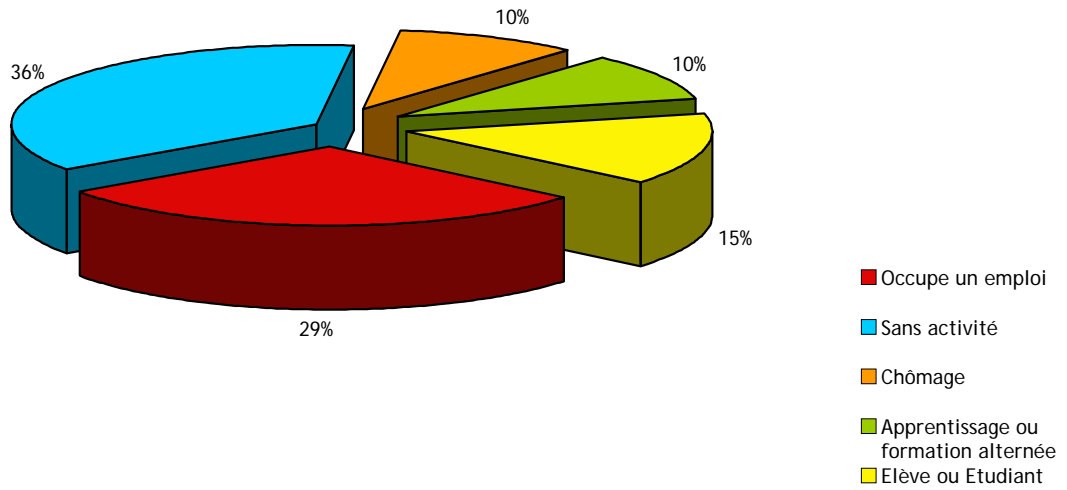


Les garçons restent majoritairement représentés. L'âge des consultants reçus en 2006 se partage entre 15 et 36 ans avec une nette sur-représentation entre 17 et 22ans.

Age des consultants :

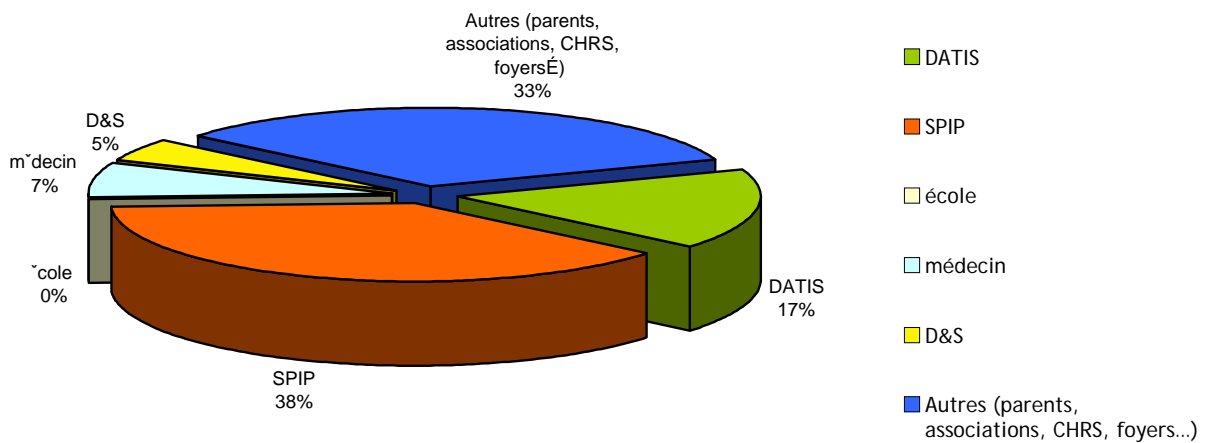


Situation scolaire et professionnelle :



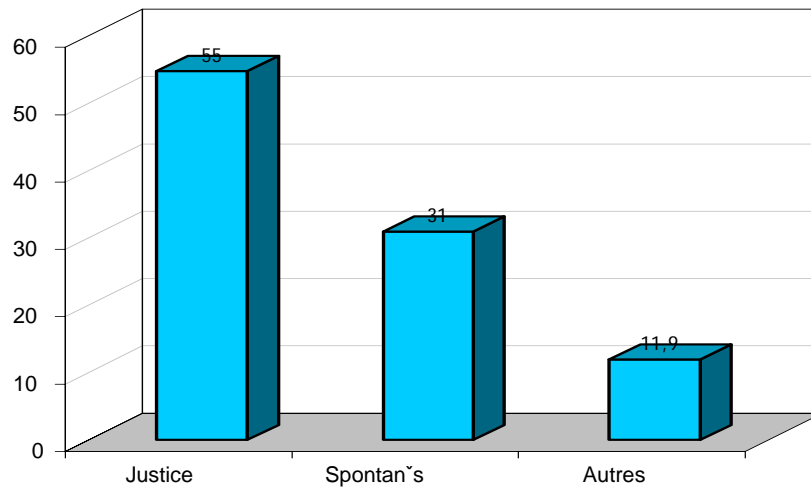
Connaissance du dispositif et orientation

Connaissance du dispositif :



DATIS : Drogues Alcool Tabac Info Service

Orientation :



L'orientation judiciaire est la première modalité de recours à la consultation (54,8%).

Alors même que ces jeunes semblent effectuer cette démarche comme une contrainte, sur un mode contrôlant-contrôlé, ils expriment pour certains très clairement leurs craintes et leurs difficultés dans la gestion de leur consommation. Ceci nous conduit à proposer plusieurs entretiens.

L'orientation vers la consultation peut également s'entendre pour les travailleurs sociaux ou médicaux du SPIP et de la PJJ comme un relais à un moment où un jeune suivi est en demande (5% file active jeunes suivis justice, sans obligation)

Concernant les demandes spontanées

▫ Pour certains, l'usage de produits reste en lien avec la problématique adolescente, les difficultés qu'ils éprouvent à se détacher de leurs parents, les incertitudes à propos de leur avenir et, au cœur de leur préoccupation, établir des relations acceptables avec soi et les autres : entrer dans l'âge adulte constitue un engagement qui s'avère difficile à affronter.

▫ Pour d'autres, ayant des parcours de vie plus chaotique (violence, conflits familiaux, rupture...) la consultation-conseil constitue une étape où ils peuvent "se poser" et être écoutés. C'est un premier contact avec une prise en charge "psy" dont l'objet est essentiellement lié à la gestion du quotidien et à l'éventuel engagement d'un travail plus en profondeur dans un cadre plus adapté.

▫ Enfin, dans certaines situations, la démarche nécessite une réorientation rapide: des troubles psychiques plus profonds sont au premier plan, un travail en réseau avec d'autres institutions et/ou des professionnels privés est alors nécessaire pour assurer la continuité des soins.

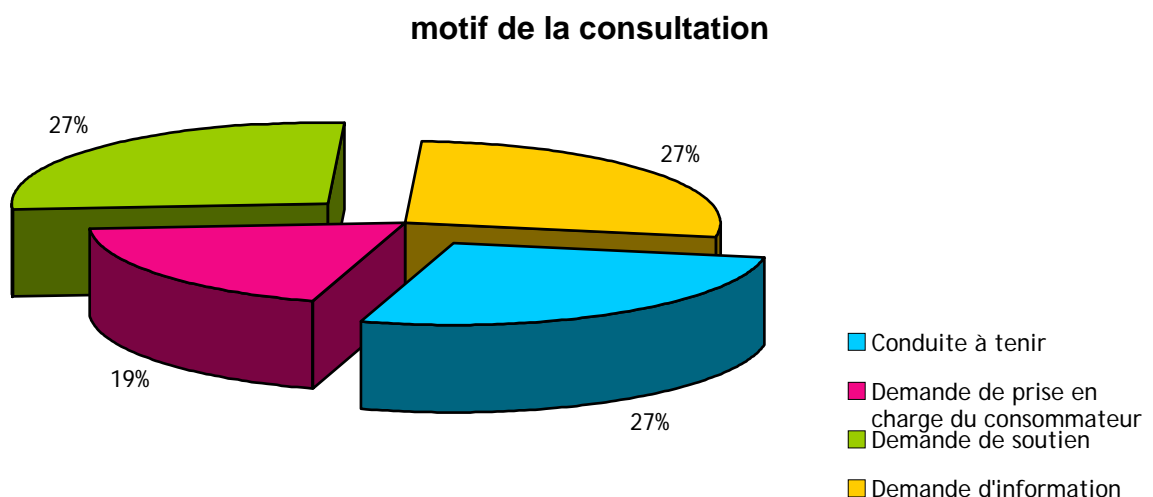
L'entourage

Les préoccupations relatives aux usages problématiques, notamment pour de jeunes utilisateurs de cannabis, amènent à nous des familles, elles aussi en quête d'aide, à un moment où la découverte de l'usage de "drogue" chez un enfant vient ré-interroger le lien familial, l'attitude éducative, la parentalité.

Comme l'année passée, les mères restent majoritairement les premières personnes de la famille à effectuer une démarche. (90%) La grande majorité sont venues entre une à deux fois avec pour motif à part quasi égale :

- une demande d' informations pour évaluer ou comprendre une situation
- des conseils sur la conduite à tenir

Il est à noter que nous mobilisons de l'énergie et du temps lors d'entretiens téléphoniques longs qui ne donnent pas toujours suite à un entretien à l'IAP.



Perspectives et évolution du dispositif

✓ L'année 2006 confirme durement les problématiques sociales rencontrées par les jeunes et en particulier pour la tranche des 18-25 ans qui ne bénéficient plus ou pas encore d'aides économiques.

✓ Dans le cadre du centre de prévention, nous souhaitons accueillir un plus grand nombre de groupes de jeunes, (Education Nationale, clubs de prévention...) afin de favoriser, en cas de besoin, l'accès ultérieur à la consultation.

Nous travaillons régulièrement l'articulation de cette consultation avec le centre de soins autour de l'orientation sociale et médicale.

Groupe de travail : Suivi et soutien de publics jeunes surconsommateurs de cannabis

Contexte du projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet EQUAL (Equal II phase 2) qui fait partie de la stratégie de l'Union européenne visant à développer de nouveaux moyens de lutter contre la discrimination et les inégalités sur le marché du travail.

La volonté de Drogues & Société est de s'associer à des partenaires dans la perspective de prévenir l'exclusion ou l'auto-exclusion de jeunes surconsommateurs, de dispositifs d'insertion, d'éducation ou formation. D'une durée de trois ans, ce projet s'inscrit dans le champ de l'expérimentation, à partir d'un dispositif multiforme adapté aux besoins du public et à son évolution.

Public ciblé :

Publics jeunes 16/25 ans surconsommateurs de psychotropes et en rupture, dans la ré-élaboration de projets.

Objectifs :

Renforcement des réseaux existants des champs éducatifs, sanitaires et sociaux.

Notre propos est d'imaginer et de mettre en œuvre de nouvelles réponses en direction de jeunes en difficulté pris en charge par des structures spécifiques et créer du lien avec ces structures pour ceux qui ne le sont pas.

Méthodologie :

1^e étape :

Enquête auprès des partenaires pour un début d'identification des problèmes rencontrés.

Le questionnaire suivant à été remis à chacun des partenaires:

1. *Que repérez vous sur le terrain ?*
2. *Comment traitez-vous les problèmes repérés ?*
3. *Que faites-vous face à un doute ?*
4. *Quels sont vos partenaires relais ?*
5. *Quels sont vos besoins de connaissances sur le sujet ?*
6. *Vos questions ?*

Cette étude a eu lieu entre décembre 2005 et janvier 2006 pour un début d'identification des problèmes et des pratiques concernant la consommation et surconsommation de psychotropes par des publics 16/25 ans en particulier.

Il s'en est dégagé, de façon synthétique :

- Les difficultés repérées par chacun sont diverses et dépendent de leurs missions propres : éducatives, scolaires, de formation etc.
- Un questionnement sur la difficile « notion de prévention »
- La difficulté à mettre en œuvre des projets suivis et d'en évaluer l'impact.
- La prise en charge parfois difficile voire impossible de jeunes repérés comme à risque d'exclusion mais pour lesquels aucune structure ne semble pouvoir répondre.

2^e étape:

- Constituer un Comité de pilotage pour échanger sur les problématiques rencontrées, en débattre, penser ensemble et mettre en place un cursus d'accompagnement individuel et collectif.

Le groupe mis en place s'appuie sur la consolidation et l'élargissement d'un réseau de partenaires constitué en groupe de pilotage se réunissant mensuellement (Education Nationale, Clubs de Prévention, SPIP, PJJ, Mission Locale, service de prévention de Drogues et Société).

Dix réunions ont eu lieu en 2006. Un compte-rendu de chacune des séances a été réalisé.

3^e étape :

Former un groupe de quelques jeunes et démarrer une première phase de sensibilisation aux problèmes liés à la surconsommation de produits.

Durant l'année 2006, la démarche du groupe s'est développée autour des axes suivants :

- explicitation par les différents partenaires de leurs pratiques d'accompagnement des publics ciblés, en mettant l'accent sur les difficultés rencontrées mais aussi sur les expérimentations réussies ;
- réflexion sur les approches de l'accompagnement selon les contraintes et ressources liées au contexte d'intervention (différente dans un SPIP et une Mission locale par exemple) ;
- mobilisation sur la mise en place d'actions collectives destinées à susciter l'engagement des jeunes concernés, se trouvant dans une situation de fragilisation qui peut affecter à des degrés divers différentes sphères de leur vie (santé, famille, ressources économiques, formation, travail) ;
- participation à des actions concertées d'accompagnement individuel ;
- contribution à l'élargissement du partenariat.

Sur ce point, la mise en commun des ressources du comité de pilotage a permis la découverte de structures favorisant un encadrement susceptible de répondre à la spécificité et à la pluralité de nos publics

Pour exemple :

Les membres du comité de pilotage ont été reçus par l'équipe éducative de la Ferme des Meuniers.

Situé à Villeneuve le roi, sur un espace de 3 hectares, ce site est à la fois un organisme de formation professionnelle et un Espace dynamique d'insertion.

Il s'adresse à un public de 16 à 26 ans. Pour une durée de 11 mois dont 1 mois d'accueil destiné à l'évaluation de la prise en charge individuelle.

L'accompagnement se fait dans un échange de savoir faire et de savoir être. Les jeunes reçus ont en charge les soins quotidiens apportés aux animaux afin de les responsabiliser et sont initiés au travail en groupe lors de chantiers de rénovation et d'extension du secteur végétal (potager, etc...).



✓ Ces visites et rencontres du partenariat élargi contribuent fortement aux échanges des participants au comité de pilotage et les comptes-rendus écrits font office de support et d'outil pour l'orientation éventuelle de nos publics.

Le développement d'un projet collectif auquel pourraient être associés 8 à 12 jeunes suivis par une ou plusieurs structures du comité de pilotage, tel que cela avait été imaginé initialement, a été difficile à mettre en place.

Afin, néanmoins, de mener une expérience d'accompagnement de groupe, nous nous sommes rapprochés d'une classe de section d'Enseignement Général et Professionnel Adapte du Collège Léon Blum d'Alfortville.

Il nous a semblé intéressant d'accompagner ce public spécifique de SEGPA afin de valoriser leurs compétences et mettre en avant leurs capacités. En effet, le public SEGPA est stigmatisé tant par l'extérieur (réticence parentale sur l'orientation) qu' en interne dans les établissements.

Nous considérons que les situations d'exclusion et de discrimination que vivent de nombreux jeunes en classe de SEGPA sont susceptibles de les fragiliser pendant cette période charnière qui est l'adolescence.

Ce projet d'accompagnement de la classe de SEGPA s'est rapidement orienté vers l'outil vidéo :

- Apprentissage ludique
- Prise de parole facilitée
- Dynamique de groupe
- Bénéfices certains à ne pas être repéré seulement comme un élève étant en échec scolaire

Dans la continuité du travail de partage de nos partenariats, nous avons collaboré avec l'association Arts, Cinéma et enseignement, en charge de la logistique (caméra, accompagnement à l'écriture, organisation d'un festival...).



Le tableau ci-dessous reprend de manière synthétique l'organisation et l'accompagnement du projet de ce projet :

Projet de la Segpa et de l'association Drogues et Société

Qui ?	Quoi ?	Où ?	Quand ?	Comment ?	Pourquoi ?
<p>Initiative de ce projet : LEVERT Agathe PARES Laure GRELLIER Ludovic CASTIEL Colette</p> <p>Personnes concernées : Les professeurs de la SEGPA du collège : Roussel P.A Belmoktar S. Mallon R. Trémine P.</p>	<p>Mise en place d'un partenariat entre l'association IAP-Drogues et Société (association loi 1901 agréée DDASS). Et la SEGPA du collège Léon Blum-Alfortville</p>	<p>Diverses rencontres à la fois au collège Léon Blum, 58-60 rue Etienne Dolet 94140 Alfortville et dans les locaux d'IAP- Drogues et Société-31 cours des Juilliottes 94700 Maisons-Alfort.</p> <p>Les interventions se font dans les classes concernées et dans les locaux de Drogues et Société.</p>	<p>Deux rencontres ont déjà eu lieu : Synthèse/coordination au collège le 10/10/06 Participation de Mme LEVERT au comité de pilotage chez Drogues et Société le 13/10/06</p> <p>Le calendrier des interventions d'IAP dans les classes est à définir.</p>	<p>Des intervention de Ludovic GRELLIER et Laure PARES sur le thème générique des conduites à risques dans les classes de 6e, 5^e et 4^e en relation avec les programmes d'éducation civique, de SVT et de VSP.</p> <p>Un projet central (développé ci-dessous) avec les classes de 5^e A et B fin de faire des élèves des acteurs de la prévention.</p>	<p>Sensibilisation du public de la SEGPA, considéré comme un public fragile, aux conduites à risque.</p> <p>Nous souhaitons inscrire ce projet de partenariat entre la SEGPA et IAP dans une logique de continuité avec un suivi des élèves de la 6^e à la 3^e afin de pouvoir évaluer les résultats de notre démarche</p>
<p>Projet spécifique sur les classes de 5^e SEGPA</p>					
<p>Les élèves de la classes de 5^e A, professeur : Agathe LEVERT. Intervenant IAP : Laure PARES Ludovic GRELLIER. Intervenant ACE (Arts, Cinéma et Enseignement) Catherine GAUTHIER (scénariste) Serges GLISSANT (réalisateur) Les élèves de la classe de 5^e B, professeur : Pierre Alexis ROUSSEL.</p>	<p>Écriture et réalisation d'un court-métrage de fiction sur le thème des conduites à risque par les élèves de 5^e A Réalisation du story- board par les élèves de 5^e B. Présentation du travail des élèves, film et story- board au festival "A nous l'écran".</p>	<p>Dans les classes et les ateliers du collège. Dans les locaux de Drogues et Société.</p> <p>A l'extérieur du collège pour le tournage de certaines scènes . Cinéma l'Entrepôt (Paris 14^e)</p>	<p>Le travail sur le film avec les partenaires ACE a lieu du 6/05/06 au 23/12/06 :</p> <p>Les lundis de 14h à 16h Les mardis de 9h30 à 11h30 Les jeudis de 10h30 à 12h30. Le 21/11/06 les élèves vont dans les locaux d'IAP.</p> <p>Le festival aura lieu les 7 et 8 février 2007.</p>	<p>Conduite des ateliers d'écriture par Catherine GAUTHIER pour l'écriture du scénario.</p> <p>Apprentissage actif des techniques de tournage manipulation du matériel et le jeu d'acteur dirigés par Serge GLISSANT.</p> <p>Financement du projet par nos partenaires d'IAP dans le cadre du projet EQUAL du fond social Européen.</p>	<p>Les élèves sont déjà bien intégrés au collège, ils n'ont pas encore de cours en ateliers et le programme de français est en adéquation avec ce projet.</p> <p>Ce projet met l'accent sur la socialisation et revêt un caractère fédérateur pour les élèves.</p>

Les questions et projets « en travail »

1. Comment accompagner le « premier pas » des jeunes concernés, la réussite du cheminement ultérieur du jeune dépendant pour une grande part de cet accompagnement sur ce moment précis ?
2. Comment insuffler une dimension de plaisir et d'enthousiasme dans les projets, dimension nécessaire à l'engagement des jeunes : plusieurs projets sont évoqués : travail sur le « look », les objets ? la vie nocturne ? etc
3. Comment susciter un engagement volontaire du jeune à partir d'une position de contrainte de celui-ci (quand il s'agit par exemple de s'engager dans le projet à partir d'une injonction thérapeutique) ?
4. Comment intégrer les « outils » (bilans de compétence, etc...) dans une logique d'accompagnement suivi ?
5. Comment intégrer l'accompagnement individuel du jeune à sa mobilisation sur un projet collectif ?
6. Comment tirer parti de la diversité des publics ? Peut-on par exemple envisager un projet qui engagerait dans une même action consommateurs et non consommateurs ?
7. Comment intégrer des publics dont les besoins sont moins identifiés ou qui s'auto-excluent (exemple : les jeunes filles) ?
8. Comment intégrer les problématiques spécifiques des partenaires dans une logique collective ? Comment concilier projet collectif et attentes spécifiques de certaines institutions (SPIP, Éducation nationale..) ? Convient-il de prévoir des dispositifs différenciés ?
9. Quels effets peut-on attendre, sur le plan de l'accompagnement des publics, d'une « formation/sensibilisation » à la prévention des risques liés à la consommation des drogues pour les membres du comité de pilotage ?

Les perspectives

Après une période de constitution d'une dynamique collective il s'agira de

- ◇ Renforcer les collaborations institutionnelles pour l'accompagnement individuel de jeunes publics en situation à risques d'exclusion,
- ◇ Développer un projet collectif auquel pourraient être associés 8 à 12 jeunes suivis par une ou plusieurs structures associées au sein du groupe de travail. Il a été difficile d'avancer en ce sens, et afin de conduire une première expérience commune, nous avons décidé d'accompagner une classe de SEGPA d'Alfortville dans la réalisation d'un film-vidéo qui devrait être finalisé en 2007.

Mais nous devons revenir sur nos objectifs initiaux qui ciblent des publics âgés de 16 à 25 ans.

L'association d'animateurs socioculturels à notre groupe de travail permettra de mieux cibler ces publics.

- ◇ Produire des préconisations pour l'adaptation des pratiques professionnelles aux besoins des publics.

Nous considérons que maintenir l'intégration de jeunes consommateurs de psychotropes au sein de parcours d'éducation ou d'insertion, prévenir leur exclusion ou leur auto-exclusion, ne peuvent que réduire les risques qu'ils encourent par leur consommation, voire les aider à réguler, réduire et même interrompre leur consommation.

Accompagnement de projets

Conseil des adolescents de Créteil

Nous avons été sollicités en septembre 2005 par Ali Boukerche, animateur auprès du conseil des jeunes.

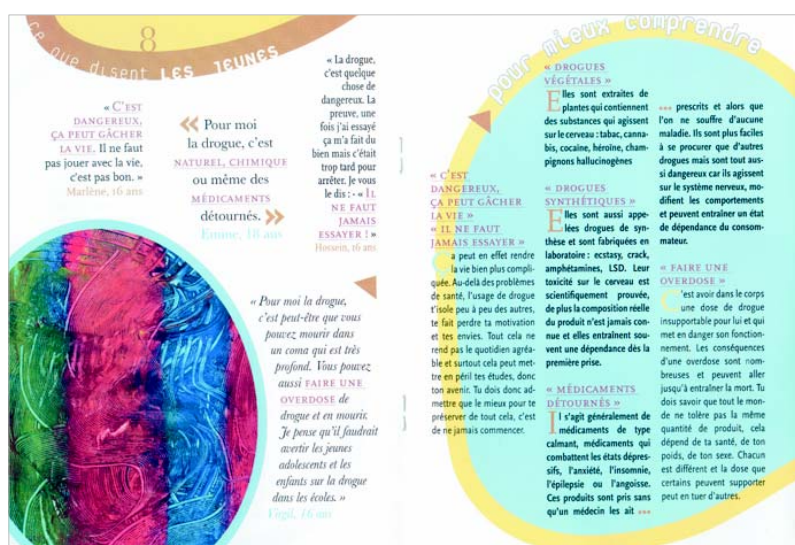
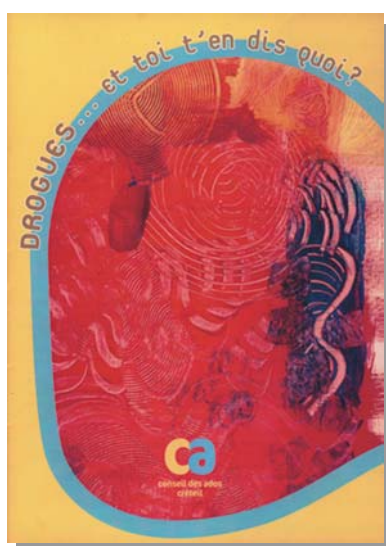
Neuf jeunes faisant partie de la commission « Respectons et Protégeons » souhaitaient faire une exposition ou autre support de communication sur les drogues, pour informer les jeunes de Créteil sur les risques liés à l'usage des drogues licites ou illicites.

Suite à cette réunion, il a été décidé de créer une plaquette d'information conçue par des jeunes pour des jeunes en y associant des jeunes et adultes des différents quartiers de Créteil.

Quatre sessions de travail d'une demi-journée organisées dans nos locaux et ceux du conseil des jeunes ont permis de préciser avec les jeunes leur projet.

Une plaquette de 16 pages, intitulée « Drogues et toi, t'en dis quoi ? » a ainsi été réalisée et diffusée dans les collèges et équipements accueillant des jeunes. Il est à la fois un outil d'information et un support de discussion autour de la question des drogues.

La commission de validation de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies (MILDT) a été rencontrée afin d'envisager la possibilité de valider cet outil et de le diffuser plus largement.



Sensibilisation et formation d'acteurs de proximité en prévention des conduites addictives et conduites à risques*

L'approche essentiellement psychologique du soin aux toxicodépendants et de la prévention des addictions n'a pas favorisé l'implication d'acteurs sociaux extérieurs au champ spécialisé (éducateurs, animateurs socioculturels, assistants sociaux ...). Cette implication s'avère aujourd'hui indispensable dans une perspective de prévention de proximité et d'accompagnement de publics en situation à risques.

Et que, par ailleurs de nouveaux profils professionnels d'accompagnement des publics jeunes en difficulté (scolaire, surconsommation cannabis, exclusion, errance, ...) se dessinent pour des acteurs en emploi précaire (médiateurs - adulte-relais) ou sans emploi qui ont, par leur parcours, acquis des savoirs-faire et des compétences à renforcer.

Jeunes animateurs sportifs, "bafasiens" et médiateurs

Depuis trois ans en partenariat avec le Service municipal de la jeunesse de Créteil nous participons à une journée de sensibilisation à la prévention des conduites addictives et des conduites à risques dans le cadre de la formation proposée par ce service aux jeunes **animateurs sportifs**. Nous avons ainsi rencontré et sensibilisé une vingtaine de jeunes animateurs (15 garçons et 5 filles).

Dans le cadre de notre partenariat avec le Service municipal de la jeunesse de Limeil-Brévannes et le Boxing Club Brévannais nous avons mis en place une sensibilisation à la prévention des conduites addictives et des conduites à risques pour des jeunes animateurs "**bafasiens**". Nous avons ainsi rencontré 5 animateurs (4 garçons et 1 fille) sur trois demi-journées et préparé avec eux l'accompagnement d'un stand d'information sur les drogues avec notre exposition, lors des journées "patinoire" à Limeil-Brévannes.

* Cette action s'inscrit dans le Programme Equal 2004–2008 (2^{ème} appel). *Combattre les discriminations, réduire les inégalités pour une meilleure cohésion sociale*. Il est conduit en partenariat avec la *Mission Ville de Créteil* et l'*Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort*.

Cette année nous avons été aussi sollicités par l'**AFPA** (organisme de formation) dans le cadre de la formation aux métiers de la **médiation**, pour apporter des éléments d'information et de sensibilisation à la prévention à des jeunes inscrits sur ce diplôme. Nous avons élaboré un programme de sensibilisation sur deux journées, la première destinée à l'apport des informations sur les différents produits dans leur contexte historique, géopolitique, socioéconomique et sur les usages, les effets recherchés, les effets indésirables et les risques liés à l'abus et à la dépendance. La deuxième journée a été dédiée à l'étude de cas concrets, mise en situation, jeux de rôles permettant de travailler sur des réponses adaptées aux situations proposées. Une dizaine de personnes (6 filles et 4 garçons) ont suivi ce stage.

Séminaires et ateliers de sensibilisation

Plusieurs séminaires ont été organisés pour des professionnels susceptibles d'être renforcés dans leurs compétences en prévention des conduites à risques.

Dans un premier temps, nous avons rencontré les responsables de deux structures de prévention spécialisée : **Espoir**, accueil de jour (Alfortville) et **Pluriels 94**. Un programme de séminaires et rencontres de sensibilisation, réflexion, information et d'ateliers de travail et d'accompagnement de projets a été organisé et mis en place pour les personnels de ces structures.

Deux séances d'information ont été réalisées avec **Espoir**. Une première réunion a eu lieu avec trois éducateurs en charge du suivi de jeunes en difficulté afin de réfléchir ensemble aux réponses à créer ou à imaginer en fonction des besoins ou de problématiques rencontrées avec les publics en charge. Ensuite nous avons mis en place un atelier de sensibilisation d'une journée pour tous les personnels de la structure (animateurs, éducateurs, psychologues, personnels administratifs, "maîtresse de maison", ...).

Ces rencontres ont permis de mieux clarifier les possibilités de collaboration et de partenariat entre nos équipes. C'est ainsi que nous avons été sollicité à plusieurs reprises par les éducateurs d'**Espoir** concernant l'accompagnement de jeunes "surconsommateurs" ou en difficulté suite à la prise des produits.

Les modalités de travail avec **Pluriels 94** ont été un peu différentes. Nous avons organisé un séminaire avec un nombre important d'éducateurs afin de repérer les besoins et difficultés qu'ils rencontraient concernant la consommation de produits psychotropes chez les jeunes. Nous avons ensuite établi conjointement un programme en plusieurs étapes. Nous avons mis en place, dans un premier temps un atelier d'information sur les drogues (historique, modes de consommation, effets recherchés, effets indésirables) et les risques liés à l'abus et aux mésusages. Ce qui a été l'objet de deux séances. D'autres ateliers sont prévus le premier semestre 2007, sur le suivi des publics, études de cas, etc.

En juin nous avons organisé un séminaire d'information-formation avec les personnels de la **Protection Judiciaire de la Jeunesse** (éducateurs, professeurs techniques, psychologues, personnels administratifs et d'encadrement) dans les locaux du Centre d'Action Educative et d'Insertion (CAEI) de Créteil.

Ce séminaire nous a permis d'actualiser les informations sur les différents produits, de réfléchir aux notions d'addiction (abus, mésusages de produits), de dangerosité et de risque (représentations sociales du risque) et d'apporter des éléments permettant une meilleure compréhension et une orientation plus adéquate des jeunes surconsommateurs des produits psycho-actifs. D'autres séances sont prévues avec les personnels de différents services (foyers, CAEI, etc)

En septembre et en collaboration avec la **Communauté d'agglomération de la Plaine centrale du Val-de-Marne** nous avons organisé une journée de séminaire sur la prévention des conduites addictives et des conduites à risques.

La matinée était ouverte à l'ensemble des acteurs sociaux, décideurs et élus locaux, ainsi que la présentation des conclusions en fin de journée. La séance a débuté par une présentation de Jean-Jacques Porcheron, Vice-Président de la Communauté d'agglomération, sur "le CLSPD Intercommunal, le rôle, les compétences et responsabilités de la Communauté d'agglomération de la Plaine centrale en matière de prévention". Ensuite, Stanislas Spilka, statisticien de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT), a fait un état des lieux du sujet : "Consommation des drogues des jeunes franciliens. Le rôle de l'observation (les enquêtes) dans l'évaluation des politiques de prévention en matière de consommations de drogues ..." Puis, Philippe Lagomanzini, directeur de Drogues et Société, a précisé "la démarche de prévention associant l'ensemble des acteurs sociaux de Drogues et Société". Quarante et une personnes ont participé à cette action.

L'après-midi, un atelier de travail, animé par Hélène Bezille, psychosociologue, Université Paris VIII, a été proposé aux professionnels directement confrontés aux publics en situation à risques. Vingt-cinq personnes ont participé à cette activité (ci-après le compte-rendu).

En conclusion, la nécessité de poursuivre ces échanges a été mise en évidence collectivement.

Il a été décidé d'élaborer un programme pour 2007 où alterneront sessions de formation et sessions de réflexion, assorties d'une disponibilité de l'équipe de Drogues et Société pour une collaboration accrue avec les professionnels de proximité face aux difficultés que ceux-ci rencontrent avec leurs publics sur leurs terrains.

<p>Créteil, le 16 octobre 2006</p> <p>POLITIQUE DE LA VILLE INSERTION PREVENTION Nos réf. SB/</p> <p>Affaire suivie par : Sandrine BRAJAT Tél 01 41 94 30 71</p>	<p>Compte-rendu du groupe de travail Journée de sensibilisation des conduites addictives 28 septembre 2006</p>
--	--

Participants :

Drogues et Société

Directeurs et Educateurs des structures de proximité

Représentants d'associations et de clubs de prévention

M Porcheron Vice-Président de la Communauté d'agglomération

Service Politique de la ville de la Communauté d'agglomération

Le débat est régulé par Hélène Bézille psychosociologue, Université Paris 8.

Les représentants des structures de proximité font le constat dans les quartiers où ils travaillent de l'augmentation du nombre de jeunes en situation d'addiction, de plus en plus jeunes et de plus en plus polyconsommateurs (essentiellement d'alcool, de tabac et de cannabis).

Le trafic du cannabis semble se banaliser. Souvent les protagonistes ne sont plus de véritables dealers mais de simples consommateurs qui « dépannent » leurs amis et procèdent à de la revente occasionnelle.

Ces animateurs et éducateurs s'interrogent en priorité sur l'attitude à adopter face à ceux (13-16 ans) qui fument à proximité ou dans les locaux des centres socioculturels et plus largement sur le comportement qu'il faudrait avoir face à un public consommateur de produits licites ou illicites : tabac, alcool, cannabis.

L'ensemble des participants souligne la nécessité de bénéficier de formations sur ce sujet afin de disposer d'outils et d'un langage adapté qui devrait être commun à l'ensemble des adultes référents.



Le débat s'engage ensuite sur l'expérience des « séjours sans drogues » destinés à faire expérimenter la non-consommation. Certains participants sont circonspects quant à la possibilité d'organiser ce type de séjour sans au préalable, un avis médical. En effet, une préparation en amont avec un médecin peut être nécessaire afin de gérer les problèmes liés à la dépendance psychologique voire physique, à l'anxiété face à l'idée de passer quelques jours sans consommer.

Le responsable du Boxing Club de Limeil-Brévannes manifeste son souhait de faire une expérience d'accompagnement de jeunes consommateurs de cannabis dans le cadre de

séjours de découverte, en l'espèce un stage sportif. Par ailleurs, il pense que, si la mise à l'épreuve s'avère importante, il est indispensable de ne jamais laisser le jeune sur un échec mais au contraire de toujours l'encourager et de lui faire appréhender l'aspect positif de la situation. Selon lui le phénomène d'addiction des jeunes dans les quartiers est lié à leur désœuvrement et à leurs difficultés à trouver des emplois. Cependant Philippe Lagomanzini souligne que c'est dans une période de plein emploi, au cours des années 70 que les drogues sont arrivées massivement en Occident, probablement comme une recherche d'alternatives à un matérialisme dominant.

Une psychologue évoque alors la souffrance psychique des jeunes, en particulier quand il y a dépendance à l'alcool.

Nancy Aguilera-Torres rappelle qu'en matière d'usage de psychotropes, il ne faut pas négliger la notion de recherche de plaisir. Tous les consommateurs ne sont pas des personnes « malheureuses », sans emploi et sans repères qu'il faudrait "aider".

L'approche du phénomène « drogues » est complexe.

En tout état de cause, il apparaît que le travail à conduire auprès des jeunes à conduites à risque ne doit pas se limiter à un rappel à la loi (même s'il s'agit d'un préalable) mais plutôt s'orienter vers la réduction de la consommation et des risques afférents et vers un véritable accompagnement (social et psychologique) des jeunes concernés.

En outre, si le travail des acteurs de proximité doit prendre en compte l'accompagnement individuel des jeunes en difficulté, la dimension du travail à mener sur les groupes auxquels ceux-ci appartiennent est essentielle. Comment aider les groupes de jeunes surconsommateurs de cannabis à se retrouver autour d'autres repères et activités ? Comment les animateurs et éducateurs doivent-ils intégrer cette logique de groupe dans leur travail de terrain ?

Enfin, les participants ont formulé le souhait de voir renforcer et optimiser le travail en réseau, de bénéficier de formations par des professionnels et de pouvoir poursuivre le débat, l'échange des réflexions et des pratiques dans le prolongement de cette journée.

M Porcheron clôture l'atelier en rappelant sa volonté de mettre en place des ateliers de travail thématiques en présence des professionnels de Drogues et Société pour former les acteurs de proximité, leur permettre de partager leurs expériences, leur savoir faire et leurs bonnes pratiques et proposer des actions définies collectivement.



Formation d'animateurs en prévention des conduites addictives et conduites à risques*

Depuis 2005 nous avons, dans le cadre de la diffusion des résultats et à partir des bilans réalisés, défini des nouvelles perspectives dans une logique de recherche-action, en élargissant à la fois le champ d'application de notre programme à d'autres territoires d'Île-de-France et le réseau de partenaires susceptibles de vérifier avec nous les résultats obtenus et de participer à leur diffusion.

En 2006 et à la demande de l'assistance technique Equal, nous avons reconduit la formation d'animateurs pour les stagiaires de cinq sites d'Île-de-France ayant suivi l'atelier de sensibilisation et participé à des projets locaux. Cette formation s'est déroulée sur huit mois au rythme de quatre journées par mois. Elle s'est adressée à 9 animateurs (dont 6 filles et 3 garçons).

Nous avons, au même temps, continué d'accompagner le premier groupe d'animateurs (3 filles et 5 garçons) formés en 2004 en les associant aux diverses étapes de la construction du référentiel du métier d'animateur en prévention des comportements à risques.

La finalité de ce nouveau parcours diplômant dans le champ de la prévention des conduites addictives et à risques est de répondre aux besoins

- d'élus locaux en charge de nouvelles responsabilités en matière de cohésion sociale.
- d'animateurs, qualifiés ou non, nécessitant une formation pour faire face aux besoins qu'ils rencontrent.

Le programme de formation de 250 heures conduit à une certification de compétences en prévention.

Il se décompose en 3 séquences :

1. approche historique des connaissances en santé publique et politiques publiques dans le domaine des drogues
2. croyances et représentations culturelles à propos de
 - violences, discriminations et leur influence sur les comportements
 - développement de la personne, vulnérabilité de l'image de soi
 - pratiques de consommations
3. Savoirs-faire et construction de nouvelles professionnalités
 - transformations sociales et nouvelles professions
 - méthodologie de projets
 - supports d'intervention (informatique, jeux, vidéo, théâtre...)

* Cette action s'inscrit dans le Programme Equal 2001-2006 (1^{er} appel). *Lutter contre les discriminations et les inégalités face à l'emploi*. Il a été conduit en partenariat avec la Mission Ville de Créteil et l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort.

Son application a été également conditionnée par un important accompagnement individuel et collectif ainsi que par la constitution d'un réseau d'acteurs et décideurs, en capacité d'aider à l'intégration sur le territoire des professionnalités émergentes. Et dans la perspective d'une réflexion permanente sur ce qu'implique l'évolution des besoins en prévention.

Le comité de pilotage qui avait été constitué en 2005 a accompagné et participé à la formation et a été impliqué dans la construction d'un nouveau parcours diplômant.

Nous avons ainsi pu collectivement obtenir la définition de nouveaux parcours de formation et la validation d'une « certification de compétences en prévention ». Cette certification validera elle-même une partie d'un nouveau **Brevet Professionnel Jeunesse Education Populaire et Sports en "Animation sociale", option prévention des comportements à risques et des conduites addictives**. Cette certification devrait être mise en œuvre dans le premier semestre 2007 par l'INFOP-CEMEA, organisme de formation.

Une conférence de résultats a été organisée le 8 décembre à la salle de la Cramif à Paris. Ont participé à cette conférence nombre de nos partenaires locaux, décideurs, élus, conseillers des DDJS d'Île-de-France, organismes de formation et publics cible.

A cette occasion nous avons diffusé les "Actes de la conférence des résultats de décembre 2005" et un DVD Rom qui retrace les moments les plus importants de cet événement.

Les actes de la conférence du 8 décembre seront publiés fin premier semestre 2007.



Sensibilisation et information

Jeunes suivis par le SPIP dans le cadre de Travaux d'Intérêt Général

L'atelier d'une semaine (35 heures) que l'Association Drogues et Société organise en collaboration avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) pour des jeunes en situation de TIG (Travaux d'Intérêt Général) a eu lieu cette année en décembre 2006 pendant les vacances scolaires. Cet atelier de sensibilisation à la prévention des conduites addictives et des conduites à risques a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire de professionnels composée d'une psychologue clinicienne, d'un infirmier du service de prévention IAP, du directeur de l'association et de la coordonnatrice de l'atelier, psychologue sociale, responsable de la formation à Drogues et Société.

En accord avec les travailleurs sociaux du SPIP et en suivant les recommandations de l'évaluation faite par Hélène Bezille, nous avons réalisé un entretien individuel avant le stage avec chacun des candidats. Cet entretien nous a permis de mieux expliquer le déroulement du stage, les objectifs et l'engagement et le respect de conditions de fonctionnement de la part de stagiaires.

Le but de ce stage est d'apporter des informations concernant les produits psychotropes et les risques liés à la consommation, abus et dépendance, d'introduire les notions de dangerosité, de vulnérabilité et de risque ainsi que de stimuler la réflexion individuelle et collective sur les enjeux du trafic à petite et à grande échelle et d'encourager l'engagement dans des actions de prévention faisant appel à la valorisation personnelle.

Nous avons proposé des interventions participatives en faisant appel à des exemples de situations réelles ou à de jeux de rôles et à l'analyse de clips vidéo et à de films de fiction.

Déroulement de l'atelier

Ce stage s'est adressé à sept jeunes adultes âgés de 19 à 21 ans et s'est déroulé sur une semaine dans les locaux de notre association à Maisons-Alfort, sauf deux demi-journées (la première et la dernière) au SPIP de Créteil.

Nous avons pu apporter des informations, issues de la recherche scientifique, sur les produits et déromper un certain nombre des "fausses croyances", en particulier celles qui sont liées aux questions de dangerosité de certains produits comme le cannabis.

Nous avons ainsi discuté de la consommation des différents produits en particulier cannabis et alcool, par les jeunes aujourd'hui. Ces échanges ont permis, à certains, de parler de leur consommation (quotidienne, occasionnelle ou récréative, collective ou individuelle), de la "bonne ou mauvaise" gestion de cette consommation et des difficultés avec l'entourage et naturellement des problèmes liés à l'abus et au trafic... Quelques stagiaires ont eu du mal à accepter la notion de consommation abusive et ont "revendiqué" une consommation quotidienne "non problématique" sans conflits avec l'entourage.

Nous avons apporté des données statistiques (nombre de consommateurs par sexe, par tranche d'âge, par région, etc) permettant de réfléchir sur la banalisation des usages.

Nous avons aussi pu discuter la notion de vulnérabilité des individus, plus particulièrement chez les adolescents et les plus jeunes. Les stagiaires ont été surpris d'apprendre que la prévention pouvait commencer en évitant certains comportements, par exemple "ne pas rouler son joint devant les petits frères"...

Concernant le cannabis et l'alcool, les stagiaires ont été d'accord pour dire qu'une consommation abusive pouvait provoquer des difficultés dans la vie quotidienne.

Contrairement aux années précédentes, les intervenants de l'Association Aides n'ont pas pu nous accompagner cette année. Nous avons néanmoins apporté des informations sur le VIH, modes de contamination et moyens de prévention. Nous avons aussi parlé des hépatites, en particulier B et C et des autres infections sexuellement transmissibles. Les stagiaires se sont montrés assez intéressés. Ils avaient des informations sur le sujet et étaient *plus au moins* au courant des risques, malgré cela ils ont affirmé qu'ils n'utilisaient pas de préservatifs avec "les filles bien" ("cela se voit sur leur visage") ...

Pour la première fois nous avons été confrontés à un discours "fondamentaliste" très peu élaboré de la part d'un stagiaire. Pendant les discussions avec les intervenants, il martelait des propos "formatés" et menaçants : "les pécheurs, les vicieux, les "chiennes" (pour les femmes naturellement) seront punis ...". Les autres stagiaires n'ont pas adhéré ouvertement, mais n'ont pas osé s'opposer non plus.

Nous avons particulièrement insisté sur la tolérance et l'acceptation d'autrui et proposé une discussion et une réflexion sur le sujet.

Lors du bilan final, les stagiaires ont, en général, exprimé leur satisfaction avec les contenus de l'atelier. Ils ont aussi apprécié les nombreuses occasions de débat et de discussion.

En général, les stagiaires ont respecté les horaires, les locaux et les intervenants et ils n'ont pas utilisé leurs téléphones portables pendant les heures de travail.

Dans l'ensemble nous sommes satisfaits du développement de cet atelier, les stagiaires se sont montrés motivés et assez enthousiastes. Les discussions étaient animées et riches.

Programme européen Equal

Combattre les discriminations et réduire les inégalités pour une meilleure cohésion sociale

Conduit en partenariat avec la Mission ville de Créteil et l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort.

Partenariat transnational*

La coopération transnationale engagée depuis 2004 a renforcé notre approche des publics toxicodépendants. Celle-ci a toujours été étayée par un partenariat fort avec les collectivités locales et une implication de la société civile, afin

- d'une part de favoriser l'accès des usagers des drogues à des réponses de droit commun, en termes de logement, de santé et d'insertion
- d'autre part de permettre une meilleure socialisation des problèmes liés aux drogues et de réduire l'exclusion dont peuvent être victimes les usagers.

Nous avons été intéressés par ce que nous avons pu constater :

En Italie, où les coopératives sociales, mises en place dans le cadre de collaborations entre les collectivités locales, les régions et le secteur privé, permettant l'emploi de publics en difficultés (dont les ex-toxicodépendants) qui doivent représenter 30 % des salariés et peuvent prétendre, s'ils en acquièrent les compétences, à des postes de responsabilité. Ces coopératives peuvent remporter des marchés publics sans passer par les offres de marché.

Egalement en Italie, une personne toxicodépendante en traitement peut garder son emploi pendant deux ans et un membre de sa famille (parent, conjoint) peut bénéficier d'un arrêt de travail. Cela nous semble être des mesures tout à fait intéressantes, dans la perspective d'un maintien de l'insertion.

En Grèce, l'Etat a engagé une très importante campagne de sensibilisation afin de modifier l'opinion publique et en particulier l'attitude des entreprises. Nous avons aussi vu évoluer le projet de l'organisation Okana à laquelle l'Etat a confié cette mission. Si seuls les ex-toxicodépendants étaient concernés par cette action, aujourd'hui le sont aussi les toxicodépendants en traitement.

* Nos partenaires sont : "Arte e Expressao", Portugal ; "Forcoop", Italie ; " Social support projects", Lituanie et "Okana", Grèce.

Au Portugal, sur ce point, la position de l'Institut contre les Drogues et la Toxicodépendance (IDT), en charge du projet "Vida e imprego", est tout à fait claire :

Le fait d'être en traitement (si ce traitement est stabilisé) ne peut en aucun cas conduire à une exclusion de l'accès à l'emploi. Nous partageons tout à fait cette position.

En Lituanie, les élus de Vilnius ont associé différentes organisations pour créer de l'emploi sur un créneau d'avenir : le tourisme et le besoin d'infrastructures. Voilà une perspective d'emploi qui ne conduit pas les personnes fragilisées par de difficiles parcours sur des emplois ingrats ou simplement occupationnels.

Retrouver un sens à son parcours de vie à partir de liens sociaux reconstruits. C'est ce que le programme Equal permet dans chacun des projets de notre accord de coopération. C'est aussi ce qu'il tend à renforcer chez chacun des partenaires de l'accord.

Tous ces constats ont été partagés avec nos différents partenaires et décideurs, ce qui les a incités à s'engager davantage sur les objectifs que nous avons définis.

Le Programme Départemental d'Insertion et les communes du Val-de-Marne mais également la ville de Paris ont mobilisé leurs réseaux tant dans le champ du soin et du social que dans celui de l'insertion, ouvrant à plus d'opportunités en termes d'emploi pour les publics cible.

Pour ces acteurs, les représentations souvent négatives de ces publics se sont modifiées, notamment après la diffusion d'un film réalisé en collaboration avec notre partenaire portugais, Arte e Expressão, sur les attentes et besoins de ces publics.

La dépendance aux drogues apparaissant aujourd'hui pour eux davantage comme une "maladie" et non comme une "déviance".

Le bilan a pu être collectivement fait que les usagers ont davantage souffert des conséquences sociales (exclusion des réponses de droit commun), sanitaires (sida, hépatites du fait de l'impossibilité de se procurer des matériels stériles d'injection) et judiciaires (du fait de la répression de l'usage et du petit trafic associé) de leur dépendance aux drogues que de l'usage même de ces drogues.

Ces avancées ont également permis que nous développions, dans le cadre de nos activités transnationales, des échanges concernant l'action de formation de nouveaux profils professionnels dans le champ de la prévention. Nous avons pensé que les positions pragmatiques et pratiques prometteuses du Portugal dans ce domaine ne pouvaient que renforcer l'engagement de nos partenaires français.

Deux groupes ont pu bénéficier pour l'un d'un voyage en Italie, pour l'autre d'un voyage au Portugal. Au total une quinzaine de bénéficiaires du programme Equal ont été associés à différents moments d'échange en France et auprès de nos partenaires transnationaux.

Cela nous a permis de connaître d'autres réalités, de relativiser leurs positionnements souvent très critiques par rapport à ce qui était fait ou non en France.

Ils ont ainsi pu constater que les aides sociales étaient moindres, que la délivrance de traitements pouvait parfois être conditionnée à des exigences plus importantes que celles auxquelles ils étaient soumis en France.

Mais ils ont aussi pu observer que les usagers avaient accès à l'emploi au sein de dispositifs tels que les coopératives sociales. Sur ce point, certains d'entre eux ont évoqué leurs craintes qu'il s'agisse là d'un circuit parallèle dont il serait difficile de sortir pour rechercher un emploi en entreprise.

Enfin, ils ont beaucoup apprécié en Italie comme au Portugal de rencontrer d'ex-usagers engagés sur des postes de responsabilité dans des services de soin ou de prévention. Cela a renforcé leur engagement dans le programme et dans la réalisation de productions collectives et transnationales (dont le film déjà évoqué).

Cela a aussi permis qu'ils parlent plus facilement de leurs difficultés face à l'aisance avec laquelle certains partenaires anciens usagers ont évoqué leurs parcours.

Cela nous a amené à conclure l'une de ces rencontres sur l'idée que l'on se dégageait plus facilement d'un passé que l'on était prêt à assumer, sans culpabilité.

Rencontres, séminaires, ateliers et conférences

Echanges transnationaux

Drogues et Société a programmé des rencontres entre les équipes et les publics portugais et français en juillet à Caldas da Raíña et en octobre à Paris. Ces rencontres devaient permettre la construction d'un projet commun autour d'un film vidéo.

Une mission a été organisée à Caldas da Raíña au début du mois de juillet. Le groupe de stagiaires français a été accompagné de Viviana Guerra, responsable du programme de formation, de Sylvie Gillot, infirmière et de Felipe Jobet, cinéaste. Le projet était la réalisation d'un film vidéo en deux temps, un premier temps au cours de ce séjour au Portugal, un second temps en octobre prochain avec la visite de l'équipe portugaise en France.

Le premier séjour a été l'occasion de riches échanges que les stagiaires nous font partager dans un petit roman photos qu'ils ont réalisé. Lors des temps de bilan réalisés entre les deux équipes, différents aspects apparaissent d'ores et déjà à retenir et ont été proposés à la réflexion de l'ensemble des partenaires transnationaux lors du séminaire de novembre.

L'intérêt d'échanges entre les différents publics et les différentes équipes pour la connaissance d'autres réalités sociales, culturelles et économiques mais aussi pour permettre à nos publics de se positionner, non en simples bénéficiaires, mais également en réels partenaires de nos projets. C'est le cas par exemple, en ce qui concerne la co-production du film vidéo.

Cela permet d'avancer ainsi dans des relations de confiance mutuelle favorisant une meilleure communication.

Nous avons ainsi pu observer comment le "parler vrai" d'un ancien toxicomane aujourd'hui responsable d'une association partenaire du Projet Pilar a "autorisé" les stagiaires du groupe français, à parler de leurs propres parcours et d'épisodes bien difficiles à raconter. Pouvoir exprimer, être entendu, partager sur les aléas de nos parcours de vie, assumer nos propres expériences passées, qu'elles soient positives ou négatives, ne peuvent que renforcer nos capacités à nous engager dans de nouveaux projets de vie.

La capacité de gestion pragmatique des risques et des re-dérappages avec des publics toxicodépendants encore mal stabilisés (s'ils étaient mieux stabilisés, ils pourraient avec recours à des dispositifs d'insertion de droit commun) doit faire partie de nos compétences afin d'éviter l'exclusion de nos programmes et le retour à une seule approche "soignante" souvent réductrice.

Voyage d'études des animateurs en prévention des conduites addictives et à risques aux partenaires du projet "PILAR", Caldas da Rainha

Rencontre avec Paula Marques, directrice du Département prévention de l'IDT, Institut des Drogues et Toxicodépendances.

Présentation des politiques de prévention au Portugal.

L'évolution de la politique des drogues au Portugal ces 30 dernières années a été, au début, très floue (peu de lisibilité). Le Portugal s'est inspiré des pratiques étrangères, notamment des Italiens de Turin en 1976, la perspective communautaire n'ayant pas été abandonnée. En 1999 une stratégie nationale est mise en place dans l'intention de réformer les stratégies et politiques en matière de toxicomanie avec en point d'orgue, la décriminalisation de l'usage de drogues. Cette mesure est portée par la Commission de dissuasion de la toxicodépendance.

L'usage n'est plus pénalisé. Des grilles d'évaluation, selon quantité en possession, sont établies afin d'harmoniser les décisions, et de prendre en compte la consommation de la personne interpellée. Le ministère de la santé à ce jour est en charge de ces questions.

"Cela dit, il était parfois plus facile de travailler avec la justice car ils me disaient, on ne comprend rien à ce que vous faites. Contrairement au ministère de la santé qui bien souvent pense tout savoir".

L'IDT est un organisme public dépendant de la santé publique.

Beaucoup de choses ont été tentées dans le champ de la toxicomanie et de sa prévention (campagnes nationales de prévention...). La



politique (les politiques) se doit d'être plus humaniste et plus pragmatique. Le travail des équipes de rue est un bon exemple.

Deux grands programmes mis en place :

- les plans municipaux (au nombre de 112) avec un premier investissement des mairies, dans l'optique de motiver et impliquer les élus locaux,
- le projet "Cadre prévenir". Souci du qualitatif, complémentaire des programmes municipaux, centré sur les jeunes, la prison, l'éducation nationale et les démarches communautaires.

L'évaluation a souligné deux aspects cruciaux :

- la nécessité d'avoir un fil conducteur dans tous les projets,
- la nécessité d'une réorientation stratégique.

A partir de ces constats, un certain nombre de notions ont été développées :

- mise en avant de la citoyenneté,
- réponses intégrées nécessaires (en opposition à une sectorisation), à savoir : faire cohabiter des compétences diverses et complémentaires (prévention + réduction des risques, etc.).

Ce programme, intitulé "Programme d'intervention focalisée", a pour particularité de rayer de la carte la notion de prévention primaire. Une vingtaine de projets sont financés s'inscrivant dans le cadre des thèmes suivants : jeunes à risque, familles à risque.

Il s'agit d'aboutir à une évaluation de méthodologie pour développer des projets régionaux et mieux cibler les territoires d'intervention prioritaires.

Visite de l'Association « Moinho da Juventude » du quartier Cova da Moura, Ville Amadora.

Projets développés par l'association

L'association culturelle "Moulin de la jeunesse" a été créée en 1984 à l'initiative des habitants du quartier et reconnue "officiellement" en 1987.

Cette association est au cœur du quartier Cova da Moura qui compte 7000 habitants. Il s'agit d'une population jeune, la moitié a moins de 20 ans. C'est un quartier multiculturel, certains de ses habitants sont originaires du nord du Portugal, de Guinée, d'Angola, du Mozambique, des pays de l'Est, mais la plupart (75 %) sont capverdiens.



Actuellement l'association gère un nombre important d'actions, qui sont classées en

- **services** :

Bureau de soutien aux immigrés (améliorer leurs conditions de vie, soutien pour la régularisation), actions de prévention du Sida, formation des parents, cours d'alphabétisation, prévention de la violence (lutte contre la pauvreté), soutien de groupes de culture capverdienne, centre de documentation.

- **activités** :

pour les enfants : crèche familiale (48 enfants), crèche (58 enfants, ouverte de 5h30 à 21h30), jardin d'enfants (65 enfants), loisirs et soutien scolaire (pour la primaire), organisation de colonies de vacances, animation pour les enfants à risques

pour les jeunes : centre d'information, espace jeunes, soutien scolaire, échanges nationaux et internationaux pour les jeunes, sports, culture, danse, animation de groupes de jeunes mères (adolescentes).



- **activités économiques** :

Cours de formation professionnelle pour des agents de développement communautaire, accréditation d'auxiliaires d'éducation, création de services de proximité.

Rencontre de nos partenaires d'Arte e Expressao

Présentation du Projet PILAR et participation des animateurs aux activités de sérigraphie, de Tai-Chi et familiarisation avec le jeu « Polypus » (destiné à travailler la motivation des jeunes en difficulté) crée par Arte e expressao lors d'un premier projet Equal.



Séminaires transnationaux

Grèce

Le séminaire qui s'est tenu durant 3 jours à Syros et Athènes nous a donné la possibilité d'entendre de très intéressantes communications de la part des différents partenaires européens autour des thématiques qui nous avaient été proposées par l'équipe d'Okana. Ce séminaire a également été l'occasion de rediscuter de notre activité transnationale.

Au-delà des différents points de consensus qui se sont dégagés et qui seront portés au compte-rendu, dans la perspective qui doit être la nôtre d'être en mesure d'évaluer la construction de la transnationalité et son impact dans chacun de nos projets, nous pensons qu'il s'agira de privilégier les collaborations bilatérales.



Portugal, Caldas da Rainha

Le troisième séminaire transnational s'est déroulé comme convenu à Caldas da Rainha les 13, 14 et 15 novembre 2006. Nous avons été magnifiquement reçus par l'équipe de Arte e Expressao et la Mairie, dans le très beau cadre d'un musée-jardin. Nos travaux ont été accompagnés par Paula Marques.

- Un journaliste réalisera auprès de chacun des partenaires de l'accord transnational et de leurs publics, des interviews et reportages qui alimenteront et illustreront la grille d'analyse transnationale. Interviews et reportages ont été réalisés au Portugal. Ce même travail sera réalisé en France en décembre 2005. Des contacts seront pris dès janvier 2006 avec les partenaires grecs, italiens et lituaniens afin que Alexandre Grellier puisse poursuivre ce recueil de données dans chacun des pays. Ce recueil préfigurera la base de construction d'un livre relatif à nos activités et productions transnationales. Ce livre intégrera également les comptes-rendus de nos séminaires, les rapports des différents échanges transnationaux et bilatéraux que nous pourrons réaliser ainsi que des avis d'experts sur nos activités.
- Il est souhaitable que les sociologues en charge de l'évaluation de chacun des projets nationaux soient présents lors de cette rencontre et que d'autres experts (en particulier pour la Grèce et la Lituanie) puissent y être impliqués. Cette rencontre pourrait être organisée à Rome afin que soient associés nos partenaires de Villa Maraini et de Solcoroma pour leur expertise en terme d'insertion de publics toxicodépendants.
- Le prochain séminaire aura lieu à Pescara en mai 2007. Ce séminaire intégrera une journée de conférence ouverte aux partenaires de Forcoop.
- Le séminaire suivant aura lieu à Vilnius en juin 2007. Il intégrera également une journée de conférence qui permettra tout particulièrement aux partenaires grecs de présenter le projet Okana aux décideurs et professionnels lituaniens et aux partenaires italiens de présenter le dispositif des coopératives sociales.
- Lors du séminaire de Caldas da Rainha, nous avons beaucoup apprécié l'accompagnement de nos travaux par Paula Marques (IDT, Lisbonne). Nous pensons qu'un accompagnateur extérieur, expert et représentant le pays d'accueil doit impérativement être associé à nos deux prochains séminaires.

